



Dans une zone de tir en Cisjordanie, pendant que les colons s'implantent, les Palestiniens disparaissent

Description

Sous la surveillance de lâ'armée israélienne, les bâtonnières des colons risonnent, tandis que la vie des Palestiniens Masfer Yatta est méthodiquement dâ'mantelâ'e.

Par Basel Adra, le 27 octobre 2025.



Les forces israéliennes démolissent maisons et autres constructions dans le village palestinien de Khalet al-Daba,   Masafer Yatta, au sud de la Cisjordanie, le 5 mai 2025. (Mosab Shower/Activestills)

En novembre 2021, des colons de lâ??avant-poste de Mitzpe Yair ont pris d ??assaut le village de Tabaqat al-Jundi,   Masafer Yatta pour la premi ??re fois. Depuis lors, la famille de Jamil Al-Amour subit sans r ??pit harc ??lement et violentes attaques.

Ce mois-là??, ils ont blessé?? par balles le fils d ??Al-Amour ainsi qu ??un autre membre de la famille. Ils ont ensuite incendié?? lâ??abri agricole familial. Ils sont revenus   plusieurs reprises, souvent accompagné??s de soldats isra ??liens, pour d ??molir la structure reconstruite, d ??raciner des jeunes

oliviers et faire paître leur bétail sur les terres de la famille. Dans le même temps, les colons ont également étendu et développé l'avant-poste en cours de construction sur les terrains du village ; en 2024, une bergerie, des tentes, des panneaux solaires et plusieurs caravanes y étaient installées.

Officiellement, les colons n'ont pas le droit d'être dans cette zone. Tabaqat al-Jundi fait partie des douze communautés palestiniennes situées à l'intérieur de ce que l'armée israélienne désigne comme la « zone de tir 918 », zone d'entraînement militaire officiellement interdite aussi bien aux Palestiniens qu'aux Israéliens.

Pourtant, tandis que les Palestiniens se voient régulièrement interdire de construire ou même d'entrer dans la zone, les colons continuent d'y implanter et d'y agrandir des avant-postes en toute impunité.

En août 2025, leur implantation dans la zone de tir est entrée dans une nouvelle phase. Pompes à béton et bétonnières ont en effet été utilisées, en plein jour, pour couler les fondations d'une structure permanente à Tabaqat al-Jundi. Bien que ces travaux soient illégaux, même selon la loi israélienne, ni l'armée ni la police ne sont intervenues.

Tandis que les colons travaillaient jour et nuit à Tabaqat al-Jundi, les bulldozers de l'armée israélienne ont investi le village voisin de Khalet al-Daba, également situé dans la zone de tir 918. À partir du mois de mai, les forces israéliennes ont mené plusieurs raids sur le village, réduisant la quasi-totalité de celui-ci en ruines. Aujourd'hui, il n'y reste plus aucune maison. Seules quelques tentes de fortune offrent encore aux habitants une protection d'isoire à l'approche de l'hiver.



On coule du béton lors de travaux de construction dans un avant-poste israélien implanté sur les terres du village palestinien de Tabaqat al-Jundi, au sein de la zone de tir 918, dans le sud de la Cisjordanie, le 4 août 2025. (Jaber Dababseh)

Le 27 septembre et le 10 octobre derniers, deux patrouilles de l'armée israélienne ont ciblé les dernières structures de Khalet al-Daba, détruisant une tente faite de bâches en plastique et de pierres, forçant Suad Dababseh, 60 ans, à détruire lui-même les quelques briques qu'il avait extraites de sa maison détruite. Alors qu'il les avait soigneusement empilées, les soldats ont averti : « Soit tu les détruis toi-même, soit on t'arrête », a-t-il rapporté à +972 au cours d'un entretien.

En réponse à la demande de +972, l'un des porte-parole de l'armée israélienne a déclaré que « les éléments de construction dont il est question à Khalet al-Daba ont été érigés sans aucun permis et en violation de la loi, à l'intérieur de la zone de tir 918 dans laquelle toute entrée ou déplacement sont interdits. » Il a ajouté que les forces israéliennes ont mené plusieurs actions dans le but de faire appliquer la loi, conformément aux procédures

l'application du droit. »

Le porte-parole n'a pas répondu aux questions de +972 concernant précisément la construction de colons israéliens à Tabaqat al-Jundi.

Un outil de dépossession éprouvé

Même si l'armée a parfois ordonné à des communautés palestiniennes d'évacuer temporairement les zones de tir pendant des exercices militaires, l'impunité dont jouissent les colons à l'intérieur de la zone de tir 918 ne fait que confirmer ce que les habitants de Masafer Yatta savent depuis longtemps : la raison d'être de ces zones n'a jamais été l'entraînement militaire, mais bien l'expulsion des Palestiniens de leurs propres terres afin de faire place à la colonisation juive.

La zone de tir 918 a été créée par l'armée israélienne au début des années 1980, alors qu'Israël avait déjà désigné de vastes étendues de terres en Cisjordanie occupée comme étant des zones militaires fermées, officiellement interdites aux civils non considérés comme des « résidents permanents ». Depuis lors, Israël maintient que les communautés palestiniennes vivant dans la zone de tir 918 se trouvent dans des « implantations saisonnières » afin de justifier leur expulsion.



Enfants palestiniens marchant parmi les décombres suite aux démolitions menées par lâ??armée israélienne dans le village de Khalet al-Daba,   Masafer Yatta, dans le sud de la Cisjordanie, le 18 septembre 2025. (Mosab Shower/Activestills)

Le véritable objectif des zones de tir a été clairement formulé par lâ??auteur de cette politique, alors ministre de lâ??Agriculture, Ariel Sharon. L ancien Premier Ministre israélien a en effet déclaré en 1979, au cours d une réunion de la division des implantations de lâ??Organisation sioniste mondiale :  « Les zones de tir ont été créées dans un seul but : constituer des réserves foncières pour les colonies.  »

Depuis l'implantation des premiers avant-postes dans la zone de tir 918 en 1999, les 12 villages de Masafer Yatta situés dans cette zone de 3 000 hectares (environ 30 000 dunams) font face à une menace existentielle de déplacement. Israël a procédé à des milliers de démolitions et de confiscations visant des familles palestiniennes, tout en leur interdisant de se raccorder aux réseaux d'eau ou d'électricité, d'asphalter des routes, ou simplement d'amener des véhicules dans la zone. En juillet 2022, une clinique mobile de Médecins Sans Frontières, qui fournissait des services médicaux de base à la population, a dû fermer parce que les Palestiniens se sont vu interdire l'accès à la zone.

Ces dernières années, les colons ont progressivement accéléré leur installation au sein de la zone de tir. Entre 1999 et 2024, ils ont établi 11 avant-postes dont neuf au cours de ces deux dernières années, et six depuis le 7 octobre 2023.

La plupart de ces avant-postes sont concentrés dans la section nord de la zone. En juillet 2012, l'armée a reclassé une grande partie de cette zone en « zone de tir inactive ». L'organisation de défense des droits humains *Breaking the Silence* a souligné que cette décision protège opportunément trois des premiers et plus vastes avant-postes : Havat Maon, Avigail et Mitzpe Yair dont certaines parties s'étendent dans la zone de tir. En déclarant cette section « inactive », l'armée a de fait légitimé les avant-postes, les mettant à l'abri de contestations juridiques et ouvrant la voie à l'expulsion de huit villages palestiniens, situés quant à eux dans la partie « active » de la zone.

Maître Netta Amar-Shiff, avocate spécialiste des droits de l'homme, précise que « la différenciation entre les zones est informelle, et maintenue à dessein dans une zone grise. Pour les besoins des avant-postes [juifs], la distinction existe. Pour les Palestiniens, elle n'existe pas. » En pratique, lorsque les Palestiniens contestent les ordres de démolition ou déposent des demandes de permis de construire, l'armée ne fait aucune différence entre les zones de tir « actives » et « inactives » : elles sont toutes deux invoquées comme motifs de démolition, et les demandes de permis sont systématiquement rejetées.



Des colons israéliens entrent dans un jardin privé palestinien et laissent leurs chèvres brouter les arbres fruitiers, à Khalet al-Daba, dans le sud de la Cisjordanie, le 6 juin 2025. (Omri Eran Vardi/Activestills)

Cette politique du deux poids, deux mesures selon laquelle le bœuf palestinien est considéré comme un obstacle à l'entraînement de l'armée, quand à l'inverse les avant-postes des colons s'étendent librement, n'est pas spécifique à la zone de tir 918. Selon l'observatoire des colons Kerem Navot, le même processus est développé en Cisjordanie au cours de la dernière décennie. Il est maintenant apparent dans la zone de tir 203 à l'ouest de Ramallah, et dans la zone de tir 934 voisine.

Selon le groupe, la zone de tir 904A, près de Naplouse, est des villages d'Aqraba et de Beit Furik, a servi de prototype à cette marche invasive. De fait, depuis la fin des années 1990, les colons ont peu à peu entièrement accaparé. Si l'expansion est maintenue à son rythme actuel, un sort similaire attend les Palestiniens qui vivent toujours dans la zone de tir 918.

Une impunité clairement affichée

Tout comme à Tabaqat al-Jundi, la construction de l'avant-poste illégal à Al-Halaweh s'est accompagnée d'une forte hausse de la violence, alors que selon le Conseil de Masafer Yatta, les colons ont déjà pris le contrôle de la quasi-totalité des terres privées. « Cet avant-poste est devenu un cauchemar pour les habitants des villages environnants, » a déclaré à +972 Nidal Abu Younis, président du Conseil. « Les colons attaquent régulièrement les habitants et les colportiers qui passent par là. »

Le 28 août, des colons et des soldats venus de l'avant-poste ont fait irruption dans la maison de Ragheb Hoshiya, 50 ans, dans le village voisin d'Al-Mirkez, brisant les téléphones et l'iPad de ses fils, et détruisant des meubles. Avant de partir, ils ont puisé de l'eau du puits familial pour leurs moutons et leurs chameaux. « Notre souffrance est devenue insupportable avec ces colons vivant si près », a déploré Hoshiya.

Fin juin, les moutons des colons sont allés paître sur des terres appartenant à des familles d'Al-Mirkez. Lorsque les habitants ont tenté d'éloigner le bétail, les colons ont affirmé avoir été attaqués, entraînant l'arrivée de soldats depuis une base voisine et l'arrestation d'environ 16 personnes, dont des femmes et des enfants. Depuis lors, les colons amènent chaque jour leurs troupeaux paître dans les oliveraies et les terres agricoles des habitants. Terrifiés par les vols et les agressions, beaucoup n'osent plus faire sortir leurs moutons.

Aux dires de son président Abu Younis, le Conseil de Masafer Yatta a déposé en mai 2025 une plainte judiciaire contre les attaques incessantes des colons des deux avant-postes voisins, notamment après l'agression brutale sur Jinba fin mars et la saisie de milliers de dunams de terres. La destruction des cultures et les agressions répétées contre les habitants sont devenues systématiques, a-t-il précisé. Le Conseil attend toujours la réponse de la Cour israélienne.



Salle de classe d'ÉvastÉ©e par une attaque Á grande É©chelle de colons et de soldats israÉ©liens, dans le village de Jinba, É Masafar Yatta, dans le sud de la Cisjordanie, le 3 avril 2025. (Omri Eran Vardi/Activestills)

Le 27 septembre dernier, neuf colons d'É©un avant-poste adjacent É Khalet al-Daba ont envahi le village d'É©Al-Fakhit avec un troupeau de moutons. Trois d'É©entre eux ont frappÉ© un habitant É coups de pied et renversÉ© au sol une militante de la solidaritÉ©, lui portant des coups de bÉ©tons d'É©une telle violence aux jambes qu'É©elle a d'É©É©tre hospitalisÉ©e É l'É©hÉ©pital de Yatta. Les colons ont É©galemment attaquÉ© violemment une autre militante, la frappant environ 20 fois avec des bÉ©tons et des chaussures. Ils se sont agenouillÉ©s sur elle et lui ont assenÉ© des coups aux jambes, aux bras, au dos et É la poitrine. Ils ont crachÉ© sur les deux militantes, les ont traitÉ©es de É©

salopes Â» et ont brisÃ© leurs tÃ©lÃ©phones, qui ont ensuite Ã©tÃ© retrouvÃ©s cassÃ©s dans une poubelle.

Au cours de cette attaque, d'autres colons ont Ã©ventrÃ© des sacs de nourriture pour moutons, percÃ© la conduite d'eau du village, ouvert le rÃ©servoir d'eau et frappÃ© les chiens. Ils ont Ã©galement volÃ© la camÃ©ra GoPro d'un habitant et piÃ©tinÃ© son keffieh. Le groupe ne s'est retirÃ© qu'Ã© l'arrivÃ©e de la police, en prenant le temps avant leur dÃ©part de patauger dans le rÃ©servoir d'eau du village. L'assaut a durÃ© environ quarante minutes. Personne n'a Ã©tÃ© poursuivi.

Un porte-parole de l'armÃ©e israÃ©lienne a confirmÃ© que l'armÃ©e avait reÃ§u un signalement concernant Â« plusieurs civils israÃ©liens qui ont attaquÃ© des Palestiniens et des civils israÃ©liens Ã© Khirbet Fakhit Â». Le porte-parole a ajoutÃ© que Â« des forces de Tsahal sont arrivÃ©es sur les lieux et ont commencÃ© Ã© rechercher des suspects, sans toutefois en trouver. Le traitement de l'incident a Ã©tÃ© transfÃ©rÃ© Ã© la police israÃ©lienne pour enquÃªte complÃ©mentaire. Â»

Traduction : CB pour l'Agence MÃ©dia Palestine

Source : [+972](#)

date crÃ©Ã©e
2025/10/30